

NÉPAL

IL faut mettre un terme aux attentats à l'explosif menés sans discrimination

Index AI : ASA 31/029/2003

ÉFAI

Lundi 8 septembre 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International a condamné ce jour, lundi 8 septembre 2003, les attentats à l'explosif menés sans discernement en plusieurs lieux de la vallée de Katmandou, qui ont causé la mort d'un jeune écolier de dix ans et fait plusieurs blessés.

Ces attentats ont pris pour cibles différents bâtiments gouvernementaux et municipaux, notamment ceux de la Nepal Rastra Bank (Banque centrale) à Katmandou, du ministère du Travail et de la promotion de l'emploi à Baneshwor et du Bureau des revenus fonciers à Bahktapur. Personne n'a encore revendiqué ces attaques, mais l'on soupçonne des membres du Parti communiste népalais (PCN) maoïste d'en être responsables.

« Les bombes ont explosé entre 9 heures et 10 heures et demie du matin, juste à l'ouverture des bureaux, ce qui est très préoccupant : ces attentats menés sans discrimination étaient susceptibles de tuer ou blesser des civils. Nous nous demandons si des mesures suffisantes avaient été prises afin d'empêcher ces pertes en vies humaines, a déclaré Amnesty International. D'après ce que nous savons, en deux endroits, aucun avertissement n'a été donné, tandis que pour les quatre autres, une mise en garde a été lancée environ dix minutes avant l'explosion. C'est apparemment à la chance que nous devons que le bilan concernant les civils n'ait pas été plus lourd. »

Par ailleurs, Amnesty International a condamné l'homicide d'un journaliste et d'un enseignant, Gyanendra Khadka, dans le district de Sindhupalchowk, ainsi que les meurtres de quatre autres civils, qui auraient été perpétrés la semaine dernière par les maoïstes dans la région de l'Est. Parmi ces quatre personnes figurait Relimai Moktan, professionnelle de la santé, originaire de Doramba, dans le district de Ramechhap ; elle aurait été assassinée pour avoir transmis des informations sur les déplacements des maoïstes aux forces de sécurité. Plusieurs civils ont également été enlevés par les maoïstes au cours des dix derniers jours,

notamment Udhav Prasad Sivakoti, professeur de l'école secondaire Kali Nag, à Singati, dans le district de Dolakha. Amnesty International lance un appel en faveur de leur libération.

Complément d'information

Visant à trouver une solution aux sept années de « guerre populaire » lancée par le PCN (maoïste), les pourparlers de paix ont été interrompus le 27 août 2003, lorsque le PCN (maoïste) s'est retiré de l'accord de cessez-le-feu en vigueur depuis le 29 janvier. Au cours des pourparlers de paix, les maoïstes ont fait figurer au nombre de leurs principales revendications l'organisation d'une table ronde, la mise en place d'un gouvernement de transition et la tenue d'un scrutin pour élire une assemblée chargée d'élaborer une nouvelle Constitution.

Depuis la rupture du cessez-le-feu, les affrontements entre les forces de sécurité et les membres armés du PCN (maoïste) se sont intensifiés, particulièrement dans les régions du Moyen-Ouest et de l'Extrême-Ouest. Des atteintes aux droits humains commises par les deux camps ont été signalées, y compris pendant la période de cessez-le-feu.

L'organisation de défense des droits humains fait pression sur les deux parties au conflit pour qu'elles signent un accord sur les droits humains : il doterait la Commission nationale des droits humains d'un mandat portant sur la mise en place de cinq bureaux régionaux chargés de surveiller la situation des droits humains et bénéficiant de l'assistance technique des Nations unies ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>